



# PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le

**07 SEP. 2023**

## **Arrêté préfectoral portant mise en demeure n°ICPE-2023-055**

### **Installations Classées pour la Protection de l'environnement**

**Société AXIA  
Commune d'ESSERTS-BLAY (73540)**

*Le Préfet  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Palmes académiques*

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup>, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

**VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral SCPP n°22-2023 du 22 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 actualisant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2003 autorisant la société AXIA à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé sur la commune d'Esserts Blay,

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 4 août 2023 établi suite à sa visite du 6 juillet 2023, et transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article L171-6 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que le site exploité par la société AXIA sur le territoire de la commune d'Esserts-Blay est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement, dont les risques et les nuisances sont réglementés notamment par l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 ;

**Considérant** que, lors de la visite du 6 juillet 2023, sur l'emprise de l'établissement, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les non-conformités suivantes :

- difficulté de mise en service de la motopompe par suite d'absence de batterie et de l'obturation de la crépine de pompage disposée dans le plan d'eau . De plus, le tuyau de refoulement présente des fuites ;
- l'aire d'aspiration et la voie d'accès à cet ouvrage ne répond pas aux dispositions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI). La largeur est inférieure à 4 mètres et le véhicule de pompage doit effectuer des manœuvres avant la mise en station ;
- insuffisance de la réserve en eau pour la lutte extérieure de la défense incendie, manque 30 m3/h ;
- le RIA situé à proximité du bâtiment de traitement des VHU n'est pas fonctionnel ;
- les RIA du site n'ont pas fait l'objet de visite de maintenance annuelle ;
- la voie d'engin longeant le côté sud du hangar de stockage des déchets non dangereux est obstruée par des bennes ;
- le dispositif d'étanchéité du bassin de rétention des eaux d'extinction d'un incendie est en état très dégradé et le bassin est couvert de végétation ;

**Considérant** que les faits relevés ci-dessus montrent que la société Axia ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

**Considérant** qu'au vu de ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Axia de respecter les dispositions des articles 3.3.3, 3.6.1, 6.1.7, 6.3.4, 6.5.2 et 6.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la société AXIA a été invitée à faire part de ses observations au préfet de la Savoie dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

**Sur** proposition de madame la Secrétaire générale de la préfecture,

**A R R Ê T E**

## **Article 1. Exploitant**

La société AXIA, représentée par son président M. Anthelme TUMBACH (SIRET 39822926000011), et dont le siège social est établi en ZAC du Château, route de l'industrie 73540 ESSERTS-BLAY, exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux au sein de son établissement situé à la même adresse est mise en demeure de réaliser les actions suivantes :

### **1) Sous un délai n'excédant pas 24 h**

Afin de respecter les dispositions de l'article 6.3.4 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015, l'exploitant doit rétablir la voie de circulation autour du hangar de stockage des déchets non dangereux .

### **2) Sous un délai n'excédant pas 7 jours**

Afin de respecter les dispositions du point III de l'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015, l'exploitant doit vidanger et nettoyer la rétention disposée sous les bennes situées au fond de l'atelier de dépollution des VHU. Par ailleurs, il doit s'assurer que les rétentions sont vidées régulièrement.

### **3) Sous un délai n'excédant pas 1 mois**

Afin de respecter les dispositions de l'article 6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015, l'exploitant doit s'assurer du maintien de la performance de la motopompe incendie notamment en laissant sur l'équipement la batterie pour le démarrage du moteur thermique, d'organiser l'entretien de la buse d'aspiration et de contrôler l'état des flexibles d'aspiration et de refoulement.

Afin de respecter les dispositions de l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015, l'exploitant doit mettre en conformité le RIA situé à proximité du bâtiment de dépollution des véhicules hors d'usage.

### **4) Sous un délai n'excédant pas 3 mois**

Afin de respecter les dispositions de l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015, l'exploitant doit nettoyer et curer le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie en retirant notamment la végétation présente et s'assurer de l'étanchéité de cet ouvrage.

Afin de respecter les dispositions de l'article 6.1.7 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 et l'étude des besoins en eaux évalués à 150m<sup>3</sup>/h disponibles pendant deux heures, par les services du SDIS lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation d'exploiter datée du 26 février 2002, l'exploitant doit mettre en place des moyens complémentaires de défense extérieure de lutte contre l'incendie permettant un débit de 30 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures et répondant aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.

Afin de respecter les dispositions de l'article 6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 l'exploitant doit mettre en conformité l'aire d'aspiration située en limite sud du site et son accès à la voie d'engin. Pour ce faire, elle doit répondre aux dispositions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI).

Afin de respecter les dispositions de l'article 6.5.3 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> octobre 2015 l'exploitant doit réaliser le contrôle de tous les RIA implantés sur le site par un organisme agréé. Ce contrôle sera à programmer annuellement.

## Article 2. Sanctions

A défaut d'exécution des dispositions prévues aux articles 1 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

## Article 3. Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 4. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, juridiction administrative territorialement compétente par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai susmentionné.

## Article 5. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le maire d'Esserts-Blay.

Le préfet

  
Pour le Préfet et par ~~délégation~~  
La secrétaire générale  
Laurence TUR